

1,5 € - N°44 27 fév. 2014

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Dans la rue et dans les urnes,
de droite comme de gauche,
L'AUSTÉRITÉ ÇA SE COMBATE
vers la riposte sociale



Municipales 2014 :
Votez anticapitaliste !



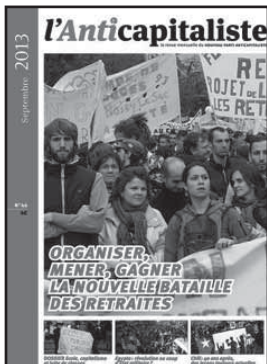
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse à changé de nom : **Tout est à nous !** à laissé place à **L'Anticapitaliste**.

Mais les contraintes restent... C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito	p.3
Municipales	p.4-8
<ul style="list-style-type: none"> Le NPA33 dans les municipales, à Bordeaux, Cenon, Lormont, Mérignac, Pessac, Talence Contactez nos listes, suivre leur campagne De la CUB à «Bordeaux Métropole» : «naissance d'une démocratie communautaire»? La question du logement, un problème majeur pour les classes populaires 	
Nos vies, par leurs profits	p.9-11
<ul style="list-style-type: none"> Postiers de Carbon-Blanc : 8 jours de grève... Les communaux de Bassens contre la précarité Ford : une action pour faire entendre nos inquiétudes Chômage : ni régression, ni statu quo, des droits nouveaux ! Maintien de la poste St-Martin à Lormont ! 	
Leur société	p.12
<ul style="list-style-type: none"> Faire front commun contre l'extrême droite ! 	
Internationalisme	p.13
<ul style="list-style-type: none"> Génocide du Rwanda : après 20 ans d'impunité, un 1^{er} procès qui en appelle d'autres 	
Ecologie	p.14
<ul style="list-style-type: none"> Communiqué de Stéphane Lhomme 	
A lire	p.15
<ul style="list-style-type: none"> Le petit livre noir des grands projets inutiles Chronique : Tous à poil ! 	
Cinéma	p.16
<ul style="list-style-type: none"> XI^{èmes} rencontres « La classe ouvrière, c'est pas du cinéma » : déjà fini... 	

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

à ANTICAPITALISTES ! le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Dans la rue et dans les urnes, l'heure de la riposte sociale

Il y a bientôt deux ans que Hollande a pris la place de Sarkozy à la tête de l'État, poursuivant et aggravant la même politique antisociale. Celui qui avait désigné la finance comme « l'ennemi invisible » assume totalement aujourd'hui d'être à son service. Après les 20 milliards du CICE, après le vote de l'ANI, c'est maintenant au tour d'un « pacte entre partenaires sociaux » de détourner 30 milliards de salaire indirect vers les coffres du patronat. Et le Président vient de discuter avec les patrons de grands groupes internationaux afin de voir comment rendre « la France plus attractive » à leur implantation.

Le même prétexte éculé - améliorer la compétitivité des entreprises pour créer des emplois - sert à justifier une politique dont le seul objectif est de réduire les salaires pour entretenir les profits : Bourse et chômage prospèrent, l'économie continue de stagner.

La droite et l'extrême droite à l'offensive

Hollande et Sapin croyaient-ils à leur propre baratin en annonçant l'inversion de la courbe du chômage pour fin 2013 ? Toujours est-il que cette « promesse non tenue » s'ajoute à bien d'autres « reculs », « trahisons des engagements », comme le

considèrent bien des électeurs qui se disaient que Hollande ne pouvait faire pire que Sarkozy.

L'écœurement, la colère qui en résultent sont l'expression d'une crise politique dont l'UMP et le FN profitent pour prendre l'offensive. Des manifestations nauséabondes contre le mariage pour tous aux guignolades de Copé ferrailant contre un bouquin pour enfant, c'est la même surenchère réactionnaire, puante, faisant feu de tous les préjugés.

Le gouvernement riposte à cette offensive de droite... par de nouveaux « renoncements », comme celui, entre autres, de ne pas accorder le droit de vote des étrangers résidents aux élections locales. Contre les licenciements, Montebourg ressort le bon vieux slogan du « patriotisme économique ». Quant à Valls, il revendique de faire autant, sinon plus, que Hortefaux dans les expulsions de sans-papiers et de Roms, espérant lui aussi surfer sur les préjugés xénophobes et racistes !

L'urgence d'une riposte sociale

Ne pas laisser le terrain politique et social à la droite et à l'extrême droite, ne pas lui laisser la rue, est une urgence d'autant plus vitale pour le monde du travail et ses organisations politiques et syndicales.

Construire une opposition sociale et politique à ce gouvernement des patrons et de l'austérité est la seule façon, pour les classes laborieuses, de faire valoir leurs intérêts et de couper l'herbe sous le pied des démagogues à la Le Pen ou Coppé.

C'est cette perspective que porteront les listes présentées ou soutenues par le NPA aux prochaines municipales. Et c'est dans la rue que nous pourrons, tous ensemble, le crier lors de la « journée de révolte » (autour du 12 avril) actuellement en discussion entre le NPA et diverses autres organisations, dont le Front de gauche, Alternative Libertaire...



Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Bordeaux, rouge et anticapitaliste

Les affiches de Feltesse (PS) le disent : « *Cela fait 66 ans que Bordeaux a un maire de droite* »... mais cela devrait malheureusement continuer pour quelques années. Car le rival de Juppé ne semble vraiment pas en mesure de lui piquer la place. C'est logique tant le candidat PS ne peut pas apparaître comme un opposant réel à la politique de Juppé encore moins représenter un espoir de changement à gauche. Il faut le rappeler, les deux concurrents qui s'affrontent cogèrent la CUB sans accrocs depuis quelques années et sont tous les deux adeptes de politiques libérales.

Résultat, on a une élection à Bordeaux déjà jouée d'avance d'autant plus que les sondages enlèvent tout suspens. Mais il n'y a pas que les deux cadors comme il n'y a pas à Bordeaux que cette vitrine avec le tram, les quais ou le grand stade. Comme partout la population a du mal à se loger, à se soigner, à trouver des places en crèche pour les enfants, à se cultiver... Alors il y a notre liste NPA/Rouges Vifs qui veut faire entendre la voix des gens d'en bas, la voix du Bordeaux populaire et ouvrier. Car même si tout ce qui n'est pas de droite ou bourgeois est plutôt invisible, cet autre Bordeaux existe bien.

Dans la rue et les marchés, l'accueil des habitants est chaleureux, les discussions se font facilement. La colère est bien là. Mais nous sentons bien un sentiment dominant de résignation, une absence d'espoir dans le changement. En tout cas, notre liste a un objectif affiché : celui d'atteindre les 5 % et d'envoyer un ou deux anticapitalistes dans le Conseil bordelais. Ce qui serait une étape avant d'avoir un vrai maire de gauche.

Philippe Poutou

Municipales 2014

MEETING
avec **Philippe POUTOU**
Tête de liste à Bordeaux
en soutien aux listes présentées et soutenues par le NPA aux élections municipales

**Contre la droite et l'extrême droite,
Pour une opposition de gauche aux politiques d'austérité !**

vend. 7 mars
BORDEAUX
20h30 - Athénée Municipal

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
www.npa33.org

Cenon : Liste « Gauche alternative d'opposition à l'austérité », pour une autre répartition des richesses

A Cenon, le NPA, Ensemble et le PG ont uni leurs forces pour faire entendre la voie d'une alternative de gauche aux politiques d'austérité, pour une autre répartition des richesses. Le PC cenonais a préféré quant à lui poursuivre sa cogestion avec le PS local. Notre liste se compose de 35 hommes et femmes dont certains étaient déjà présents sur la liste LCR de 2008. Notre camarade Christine Héraud, institutrice spécialisée, syndicaliste au SNUipp-FSU, élue depuis 2001 (LCR puis NPA) conduit à nouveau la liste avec Gilbert Cadoz, du PG, retraité de la Poste et syndicaliste, et Alain Remoiville, (Ensemble), retraité du privé. La liste se compose de militants et sympathisants du NPA, du PG, d'Ensemble ou sans appartenance, habitant pour la plupart les quartiers populaires. Notre doyenne, à 84 ans, est toujours une militante



Christine Héraud et Gilbert Cadoz

active de la cause des femmes à Cenon. La benjamine, étudiante, a 18 ans. Cette liste unitaire s'inscrit dans l'intervention de notre élue Christine Héraud depuis deux mandats : porter la parole, la révolte et les luttes des salariés de la commune et de la population au conseil municipal, soutenir les mobilisations quand les salariés et les habitants des quartiers luttent pour leurs droits, leurs revendications. A Cenon, qui compte parmi les communes pauvres d'Aquitaine, le chômage des jeunes fait rage et la pauvreté grandit avec la crise, malgré les transformations (démolitions-reconstructions, rénovation des quartiers...) qui changent l'image-vitrine de la commune. La lutte contre la précarité, pour l'emploi des jeunes, pour une alternative à l'incinérateur de Cenon, pour un logement accessible aux plus pauvres, pour une école qui reconstruit ses RASED et abroge le décret sur les rythmes scolaires, pour la suppression de la vidéosurveillance, pour le droit de vote des travailleurs immigrés et leurs familles, seront au cœur de nos préoccupations dans la campagne.

Lormont : Une liste d'opposition ouvrière et populaire



Monica Casanova

Il paraît qu'il n'y a pas d'ouvriers sur les listes de Feltesse et de Juppé car il y en aurait de moins en moins dans la société... Faux ! Il y en a comparativement plus dans la société que le pourcentage de médecins et de chefs d'entreprise dans ces mêmes listes.

Des travailleurs, il y en a sur notre liste NPA/PG qui bossent, sont au chômage ou retraités, des ouvriers, des employés administratifs, de La Poste, de la santé ou de l'enseignement...

Il y a aussi des militants syndicaux ou associatifs, qui se battent dans leurs boîtes ou leur quartier, ou encore pour améliorer les conditions de vie en prison... Notre liste est fière de compter des habitants « issus de l'immigration », mais qui ne veulent ni de « l'intégration », ni de « la mixité », ni de la

« diversité », tous ces mots qui masquent une politique discriminatoire vis-à-vis des étrangers, tant de la part de la droite que de la gauche.

Notre liste compte aussi des jeunes étudiantes et travailleuses, la benjamine ayant tout juste 18 ans. Un gage d'avenir !

Ensemble, nous défendons le service public, le logement, les emplois. Nous dénonçons les projets inutiles et coûteux comme Les Cascades de Garonne, en exigeant l'annulation et de la dette illégitime et des emprunts toxiques des banques. Rien ne changera sans notre propre mobilisation en opposition à ce gouvernement, seul moyen de faire taire l'extrême-droite.

Rendez-vous les samedis de 10h30 à 11h30 devant le Leader Price de Génicart, jusqu'au 15 mars, pour faire plus ample connaissance !

Mónica Casanova

Mérignac Anticapitalistes et Solidaires



François Minvielle

Le combat anticapitaliste pour construire une opposition de gauche dans les élections municipales à Mérignac se poursuit. La liste PS-PCF-EE-LV, conduite par le sénateur Anziani, est loin d'être assurée d'une réélection au 1^{er} tour, comme celle de son prédécesseur Michel Sainte-Marie. Pour l'heure, face à elle, trois autres listes sont déjà en lice

avec celle de LO, de droite et du FN.

Il manque bien sûr une liste essentielle, la nôtre, pour s'opposer à la co-gestion PS-PCF qui dure depuis plusieurs décennies, mais aussi à la droite libérale et à la démagogie raciste de l'extrême-droite. Même si, à l'heure où nous écrivons, notre liste n'est pas encore tout à fait complète (mais l'objectif des 49 noms est bientôt atteint), la campagne pour nous a déjà commencé. Les nombreux porte-à-porte dans les quartiers populaires, où l'accueil est souvent chaleureux, permettent de rassembler bien au-delà de notre cercle militant habituel. Les discussions sur le palier et les réunions ouvertes de notre liste « anticapitalistes et solidaires » sont l'occasion d'offrir une caisse de résonance à la colère sociale contre la politique d'austérité subie par une grande partie de la population sur la commune. Si notre campagne peut offrir une tribune pour les travailleurs, elle est aussi l'occasion de préparer les luttes futures au niveau national contre le gouvernement, mais également au niveau local, notamment pour défendre le logement, refuser la réforme des rythmes scolaires et surtout s'opposer à un budget bien loin de répondre aux attentes des travailleurs, jeunes, chômeurs, retraités, immigrés. Anticapitalistes, solidaires, et forcément utiles !

P.C.

Pessac Alternative Anticapitaliste

Notre liste se situe dans le prolongement de ce que les élus anticapitalistes, Isabelle Ufferte, Gérard Barthélémy, et avant lui Alexandre Hourticq, ont défendu et fait au sein du Conseil municipal durant deux mandats.



Isabelle Ufferte

Cette expérience d'élus rend bien des choses concrètes. Quand nous discutons sur les marchés, avec des habitants, des collègues, nous pouvons nous appuyer sur ce bilan et des exemples de mobilisations d'habitants des quartiers, d'associations, de salariés qui, relayées au sein du conseil par nos élus, ont réussi à changer la donne.

Seul le NPA en tant que parti participe à cette liste, mais des militants et sympathisants du PG et de la FASE en sont solidaires et participent de fait à la campagne. La présence du FN (qui ne s'était pas présenté à Pessac depuis 3 mandats et n'était pas non plus présent aux dernières cantonales) et le fait que le PCF ait choisi de faire à nouveau cause commune avec le PS et EELV, convaincent de l'importance que se fasse entendre la voix d'une alternative anticapitaliste.

Il nous reste un mois pour convaincre de l'utilité de voter pour nous. En 2008, le PS étant passé au 1^{er} tour, nous avions eu 2 élus avec 8,67 % des voix. Cette fois, un second tour est plus que probable vu le discrédit du PS ajouté à celui du maire lui-même, l'objectif est donc d'atteindre les 10 % pour pouvoir se maintenir au second tour afin de continuer à mener ce combat au sein du conseil municipal...

Municipales

Une vraie gauche pour Talence

La liste menée par A Cazaubonne, UMP-Modem, tente de camoufler son appartenance et son soutien à la politique de régression sociale du gouvernement précédent. Et celles du PS et de EELV font la même chose pour celle du gouvernement actuel. Même politique, mêmes effets : austérité pour les uns, enrichissement pour les autres.

Pour dissimuler ces méfaits-là, les listes UMP-Modem comme celles du PS ou de EELV, tentent de faire croire qu'il n'y aurait pas de lien entre politique nationale et locale. La belle foutaise. Les politiques d'austérité ont un lien direct avec les politiques municipales dans la hausse des impôts comme la baisse des prestations pour la population.

De même, la fermeture des services publics (postes Robespierre, Santillane, gare Médoquine, caisse sécu etc..) n'est pas une opération du saint esprit, mais bien le résultat de leur gouvernance, de leurs votes au parlement européen ou français, dans les conseils locaux : abandon du service public au détriment d'une privatisation pour l'enrichissement de quelques uns. Quel programme que de vouloir rassembler ceux qui subissent l'austérité avec ceux qui la font ! Créer l'illusion de l'alternance, pour faire la même chose. Mais demain, après cette élection, qu'en restera-t-il, sinon la population qui dans sa grande majorité subira l'austérité, les inégalités ?

La liste unitaire (NPA, PG, Ensemble et des citoyens) « Une Vraie Gauche pour Talence » menée par Bernard Conte et Marie Fauré s'inscrit dans le vrai changement, pas uniquement celui des personnes élues, mais de politique, pour changer vraiment la vie. Pour cela, il faut s'attaquer à la répartition injuste des richesses, c'est le sens de notre programme municipal visible sur notre site <http://talence.agv.free.fr>



De la CUB à « Bordeaux La « naissance d'une

Dans son éditorial du dernier *Journal de la CUB*, Feltesse annonce la « naissance d'une démocratie métropolitaine ».

C'est que jusqu'à présent les représentants des communes étaient désignés par les Conseils municipaux « au terme d'une cuisine interne dont l'électeur ne sait rien »... dicit *Sud-Ouest* du 15-02. Désormais, et dès les prochaines élections, chaque liste doit annoncer et soumettre au vote la liste qu'elle présente aux municipales et la liste de ses futurEs éluEs qui siégeront à la CUB. Voilà pour la « naissance d'une démocratie »...

Vers Bordeaux métropole

Et puis elle sera « métropolitaine ». La loi « de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles », votée le 27 janvier dernier, rend en effet obligatoire dès le 1^{er} janvier 2015 le passage de la CUB au statut de « métropole » puisqu'elle compte « au moins 400 000 habitants au sein d'une aire urbaine d'au moins 650 000 habitants ».

Une métropole est « un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre regroupant plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave au sein d'un espace de solidarité pour élaborer et conduire ensemble un projet d'aménagement et de développement économique, écologique, éducatif, culturel et social de leur territoire afin d'en améliorer la cohésion et la compétitivité et de concourir à un développement durable et solidaire du territoire régional... »

Dans les faits et au delà des formules alléchantes, la « métropolisation » consiste surtout à supprimer les « doublons » entre les divers étages des institutions territoriales (communes, Départements, Régions, Etat). Traduction : sous couvert de « modernisation de l'action publique », c'est la réduction des effectifs de fonctionnaires et la concentration des pouvoirs qui sont visés.

Quant à la « démocratie » qui l'accompagnerait, elle relève de la mascarade.

Démocratie de façade

Une des premières conséquences du changement de mode de désignation des représentants des communes sera d'apporter la parité à la CUB, aujourd'hui à 75 % composée d'hommes. C'est tant mieux, mais l'« avancée démocratique » s'arrêtera là.

En quoi, en effet, savoir à l'avance qui est susceptible de siéger à la CUB peut-il donner aux électeurs la moindre possibilité de contrôle supplémentaire sur les décisions qui s'y prennent ?

Quant à la loi de répartition entre les différentes listes des représentants de chaque commune, elle accentue les effets d'une loi électorale (1) faite pour garantir une majorité au

Pour contacter nos listes, suivre leur campagne :

Bordeaux NPA : 06 01 42 74 45
Rouges Vifs : 06 84 08 04 17
Mail : bx2014nparougesvifs@gmail.com
<http://bordeaux-rouge-anticapitaliste-2014.blogspot.fr/>

Cenon Contact : Christine Héraud
heraud.ch@gmail.com
Tél : 06 87 03 05 29

Lormont Mail : Lormont2014contrelausterite@gmail.com
Facebook : <https://www.facebook.com/lormontcontre-lausterite.unitairenpagg>
Monica Casanova (NPA) : 06 84 38 98 48
Maud Besson (PG) : 06 45 16 20 39

Mérignac Tél : 06 08 75 22 44
Mail : npa.merignac@yahoo.fr
Blog : anticapitalistesmerignac.blogspot.fr

Pessac Tél : 06 21 26 59 49
Mail : pessacanticapitaliste2014@gmail.com
Blog : pessacanticapitaliste.blogspot.fr

Talence Site web : <http://talence.agv.free.fr>
Facebook : <https://www.facebook.com/npatalence>
Mail : npatalence@numericable.fr

métropole »

démocratie métropolitaine » ?

maire, tout en faisant barrage aux « petites listes ». A Pessac, qui a droit à 8 représentants à la CUB, les listes minoritaires devront atteindre 25 % des voix pour y avoir unE éluE, et c'est bien pire pour les communes plus petites. C'est seulement pour Bordeaux, avec ses 36 représentants, que le seuil descend aux alentours de 6 %.

Cette « démocratie métropolitaine » à géométrie variable éclaire, pour une part, la stratégie du PCF : liste indépendante à Bordeaux, liste d'union de la gauche à Mérignac, Pessac, etc... Si Vincent Maurin, dont la liste Front de gauche à Bordeaux est créditée de 7 %, peut en effet espérer siéger à la CUB, c'est mission impossible dans les autres villes sans un accord avec le PS là où ce dernier est majoritaire... et à condition d'être en position éligible.

Le PCF se justifie de cette politique au nom du rôle progressiste qu'aurait joué son groupe à la CUB. Pouvoir continuer à agir dans l'intérêt de la population exigerait donc d'avoir des élus, et pour cela, de s'adapter aux contraintes de la loi électorale... Mais « avoir des élus », aussi utiles soient-ils, peut-il justifier de s'allier à ceux dont le chef de file à la CUB, Feltesse, a milité et voté, entre autres, en tant que député, pour l'« accord sur la compétitivité et la sécurisation de l'emploi » (ANI), un recul inacceptable du droit du travail que le PCF dénonce par ailleurs ?

La fin de la cogestion « droite-gauche » ?

Et quel sens peut avoir l'accord signé par le PS, EELV et le PC pour une majorité de gauche à la CUB, derrière Feltesse, afin de soi-disant s'opposer au retour de la droite à la présidence, en la personne de Juppé ?

Il y a une quarantaine d'années que la CUB, créée à l'initiative de Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, et Sainte-Marie, maire de Mérignac, pratique la cogestion droite-gauche. Juppé s'en est félicité lors du dernier conseil de la CUB, rappelant « le bon travail fait ensemble » lors de l'hommage rendu à Sainte-Marie pour son départ en retraite de maire. Lequel s'est fendu d'un cirage de pompes mettant Juppé et Feltesse sur le même

plan : « Nous avons de la chance, ici, d'avoir les deux plus brillants responsables d'agglomération... Ici, nous avons deux pointures »...



Deux « pointures » pour cogérer la CUB ?

Coup de pied de l'âne à son « ami » Feltesse ? Ou message d'un vieux politicien à qui on n'apprend plus à faire des grimaces ? Avec la concurrence qui règne entre les diverses communes, il n'y a pas d'autre fonctionnement possible, de leur point de vue, que la recherche par l'exécutif d'un consensus « droite-gauche », illustré en 2001 par l'élection de Juppé contre Rousset... par une majorité de gauche !

Le phénomène ne peut que s'exacerber avec l'augmentation des prérogatives due au passage en métropole. Sans parler du fait qu'avec leur diminution de 35 à 20, il n'y aura pas assez de vice-présidences pour que chacun des maires des 28 communes ait un fauteuil au Bureau de la CUB...

Bordeaux métropole n'a pas fini d'être le siège de « cuisines internes dont l'électeur ne saura rien » !

Une autre démocratie est nécessaire

A la fin de son éditorial, Feltesse fait semblant de croire que cette « démocratie métropolitaine » ne serait qu'un début, disant qu'elle « mérite d'être approfondie »...

Mais c'est d'une toute autre forme de démocratie dont nous avons besoin, aussi bien au niveau des communes que des intercommunalités, permettant à la population et aux travailleurs de décider réellement, avec des représentantEs révo-cables, éluEs au suffrage universel et sans cumul de mandats.

Daniel Minvielle

(1) La liste qui arrive en tête aux élections municipales bénéficie d'office de 50 % des sièges auquel s'ajoute une partie du reste, réparti entre les listes au prorata du pourcentage obtenu. Si elle passe au premier tour, la liste qui arrive en tête est assurée d'avoir au moins 75 % des sièges ; au moins les 3/5 s'il y a deux tours. Parallèlement, une liste ne peut avoir d'élus que si elle fait au moins 5 % des voix ; dans le cas où il y a deux tours, elle ne peut se maintenir que si elle a fait au moins 10 %.

Municipales

La question du logement : Un problème majeur pour les classes populaires

Tous les matins, à l'heure de l'embauche, il suffit de prendre la rocade pour être révolté par l'organisation anarchique de la société : des milliers de salariés qui habitent sur la rive droite vont travailler sur les zones industrielles de Pessac et Mérignac... Chaque jour, de la même manière, des travailleurs viennent du Bassin, du Blayais, du Libournais, du Médoc, vers la CUB.

Des heures de vie gaspillées, un gâchis économique, humain, et une pollution qui augmente régulièrement. Cela pose bien sûr le problème des transports collectifs, mais cela pose au moins autant celui de la distance toujours plus grande entre lieu de vie et de travail. Comment peut-il en être autrement quand le prix des loyers est tel dans les communes de la CUB que seuls les cadres et catégories professionnelles dites supérieures parviennent à s'y loger sans difficulté. Qu'on en juge : alors que dans la moyenne des villes les « cadres et catégories intellectuelles supérieures » représentent 9,2 % de la population, ils sont 18,4 % à Mérignac, 21,5 % à Pessac, 24,7 % à Talence, 24,9 % à Bordeaux...



Pessac Saige Formanoir

Les pauvres, les ouvriers, n'ont comme choix que quelques concentrations d'habitat dit « social » dans ces communes ou, le plus souvent, les communes de la Rive droite elles-mêmes en proie aux fortes hausses de loyers avec la hausse de la demande qui a accompagné l'arrivée du tramway (!). De fait, les familles ouvrières, les jeunes couples à la recherche d'un logement, sont repoussés toujours plus loin des centres urbains. A la campagne certes... mais avec des journées sans fin, des heures passées dans les bouchons pour se rendre au travail et revenir et, sur place, des services publics à l'abandon. Cela alors que sur la CUB les logements vides sont nombreux et que les promoteurs construisent à tour de bras... des résidences chics, réservées à d'autres bourses...

Il est urgent d'en finir avec cette anarchie et la loi du fric et des promoteurs : les collectivités publiques, sous contrôle des populations et des salariés, doivent pouvoir maîtriser l'urbanisation de l'agglomération, pouvoir préempter les terrains et bâtiments mis en vente, décider du type de logements, des loyers qui y seront pratiqués. La loi de réquisition des logements vides doit être mise en œuvre avec obligation d'entretien et de mise aux normes. Il faut une véritable loi de contrôle et de baisse des loyers, un programme national de construction et de réhabilitation de logements accessibles à tous et, bien sûr, interrompre tous les programmes de démolition tant qu'on n'aura pas résolu la crise actuelle du logement.

Et au-delà, la question du logement pose celle de l'organisation de la production et de l'ensemble des activités, au plus près des besoins des consommateurs... et du monde du travail.

I.U.



Brochure « municipales »
2 euros - demandez-là à nos militants

Nos vies, pas leurs profits

Postiers de Carbon-Blanc

8 jours de grève pour arracher une victoire !

La direction a fini par céder devant la détermination des postiers de Carbon-Blanc. Il a fallu huit jours de grève, suivie majoritairement et votée tous les matins en assemblée générale, pour imposer qu'elle revienne sur la réorganisation du travail mise en place en janvier.

Deux tournées de facteurs avaient été supprimées et la masse de travail répartie sur les autres. Résultat, un rallongement des tournées de 1 à 2 heures chaque jour. Tous rentraient épuisés, certains en larmes, après avoir affronté aussi une météo épouvantable ces dernières semaines, entre la pluie, le vent, et la grêle parfois.

A cela s'ajoute un dispositif pervers, dit « sécable inversé ». En résumé, quand un facteur est absent, sa tournée est dispatchée entre toutes les autres tournées. Une rallonge de travail qui s'ajoute encore à celle due à la réorganisation.

Bref, il manque de l'emploi sur ce bureau de façon flagrante. Alors quand Sud-PTT avec la CGT et la CFDT ont

posé un préavis de grève le 13 février pour dénoncer cela et revendiquer des postes supplémentaires, sans parler des heures sup de la période de Noël qui n'ont toujours pas été régularisées, les syndicats ont été largement suivis. Et la mobilisation a tenu bon jusqu'au 22 février.

La directrice avait déjà osé déclarer devant la souffrance des agents : « *je ne me laisserai pas apitoyer par vos larmes* ». Elle a d'abord continué dans ce registre en refusant « *d'injecter des emplois sans visibilité suffisante* ». Elle a même proposé « *de ne plus distribuer le courrier une fois l'heure de fin de service dépassée* »... que la tournée soit finie ou pas ! C'est la direction elle-même qui renonce ouvertement à sa mission de service public. Face à cette position, la réponse a été chaque jour la reconduction de la grève... jusqu'à ce qu'elle cède. Un protocole de reprise a été signé le 22 par SUD et CGT (la CFDT a été « dé-mandatée » par l'AG des grévistes en cours de conflit, jugée

trop proche de la direction), obtenant une création de 0,8 position de travail, un suivi de chacune des tournées par les organisations syndicales et le paiement de deux jours de grève sur les huit.

Le ras-le-bol s'est transformé en colère et en grève à Carbon-Blanc, mais ce n'est pas une situation isolée. Partout en Gironde, des postiers sont au bout du rouleau. Des grèves ont déjà éclaté à Branne, Libourne, Castillon-la-Bataille, Mérignac. Le samedi 15, les postiers de la plateforme de Saint-Médard-en-Jalles ont aussi voté pour une grève de 24 heures, avec des revendications similaires. Et ils réengagent la lutte à partir du lundi 24. Pour l'instant, la direction de la Poste veut aller jusqu'au bout de sa logique. Le rapport de forces qui est en train de se construire l'obligera peut-être à reculer comme à Carbon-Blanc. Comme l'écrivent les camarades de Sud-PTT : « *les mêmes causes provoquent les mêmes luttes !* »

Correspondants NPA

Les communaux de Bassens contre la précarité

Le 13 février, une quarantaine de communaux, dont des agents du CCAS, ont débrayé et se sont rassemblés devant la mairie, à l'appel de la CGT. En effet, la Mairie met fin aux contrats de quatre agents sociaux sur huit (aides à domicile et auxiliaires de vie), employées par le CCAS de la ville. Elles étaient toutes sous contrat saisonnier pour « accroissement temporaire d'activité » depuis deux, voire six ans ! L'une avait passé le concours dans l'espoir d'être enfin embauchée. Le Maire, qui a reçu une délégation, a redit qu'il n'avait pas les moyens de les embaucher. Et c'est pourquoi quatre autres agents viendront les remplacer, pour être elles-mêmes virées l'an prochain !

Ces services sont pourtant payants, et il y a de plus en plus de demandes. Les gouvernements ne cessent de préconiser le maintien à domicile des anciens, le plus tard possible. Mais les

budgets des communes et des CCAS sont de plus en plus restreints. Les dotations d'Etat aux collectivités, en baisse de 1,5 milliard en 2014 et 2015, pourraient l'être finalement de 4,5 milliards, alors qu'on arrose le grand patronat ! Résultat : de plus en plus de difficultés pour les personnes âgées pour être accompagnées lorsqu'elles se retrouvent seules, et le chômage pour les agents !

Beaucoup de territoriaux étaient là en solidarité, en colère pour l'emploi et les conditions de travail. Et comme l'a bien fait remarquer un militant communiste en prenant le micro au rassemblement, à la veille des élections municipales, c'est d'autant plus choquant que c'est une mairie socialiste « *avec des alliés qui se disent communistes* » qui mène cette politique !

M. C.

Nos vies, pas leurs profits

Usine Ford Blanquefort Une action pour faire entendre nos inquiétudes

À l'usine Ford la situation n'est pas simple. Après deux ans de quasi inactivité où nous avons subi le chômage partiel, voilà que les productions redémarrent avec une nouvelle boîte de vitesse et d'autres éléments à usiner ou assembler. Ford assure que tous les emplois seront sauvegardés, que le site sera pérennisé. C'est d'ailleurs le contenu de l'accord signé le 24 mai 2013 entre les pouvoirs publics, le Préfet et Ford Europe. Huit mois après, un comité de suivi de cet accord a eu lieu. Une réunion censée faire le point sur la réalité des engagements sachant que les aides financières publiques sont importantes : plus de 40 millions d'euros en deux ans, à comparer aux 125 millions d'investissements de Ford.

Les dirigeants de la multinationale prennent une posture sereine : pour eux pas de raisons de s'inquiéter. Même si le chômage partiel continue en 2014, les lancements de toutes les productions finiront par occuper l'ensemble des emplois. Ça c'est le discours officiel. Mais du côté des salariés et des syndicats, ce n'est pas du tout la même certitude.

En fait, Ford semble jouer la montre et une partie de bluff. Car il n'y a pas d'éléments concrets sur l'activité dans les deux trois ans qui viennent. Ford reste en réalité très opaque sur ses intentions, sur sa stratégie, sur son plan de production. Les pouvoirs publics ne sont pas très exigeants et laissent à Ford une marge de manœuvre trop importante.

Bien sûr qu'il vaut mieux entendre un patron affirmer que les emplois seront maintenus. Mais cela ne peut pas suffire à

nous rassurer. Nous avons trop l'expérience du mensonge des dirigeants, de leurs manipulations diverses. C'est maintenant qu'il faut des décisions concrètes qui donnent une visibilité pour l'avenir, pas demain quand il sera trop tard. Il faut de nouveaux investissements et une nouvelle activité importante.

C'est pour cela que la CGT-Ford a appelé à l'action le 17 février, jour du comité de suivi. Très peu de salariés se sont mobilisés devant l'hôtel préfectoral. C'est logique, il n'y a pas d'attaques aujourd'hui, seulement un danger pour demain. Mais l'importance de cette action c'était de faire entendre nos inquiétudes, de dénoncer l'absence de transparence de Ford et par là de sensibiliser les pouvoirs publics sur le fait que tout est loin d'être réglé. Il ne fallait surtout pas que ressorte de cette réunion une autosatisfaction de tout le beau monde des élus et des dirigeants.

C'est chose faite car dans tous les médias, ce qui est ressorti, ce sont les discours optimistes de Ford mais aussi les doutes des salariés. Cela ne change pas la donne mais ça permet de montrer que nous sommes toujours là à batailler pour nos emplois et quelque part d'exercer une pression sur les pouvoirs publics comme sur Ford.

Il est tout aussi important de convaincre les collègues que nous avons intérêt à nous occuper de nos affaires, des intentions de Ford, des productions futures car cela nous regarde. A suivre.

P.P.

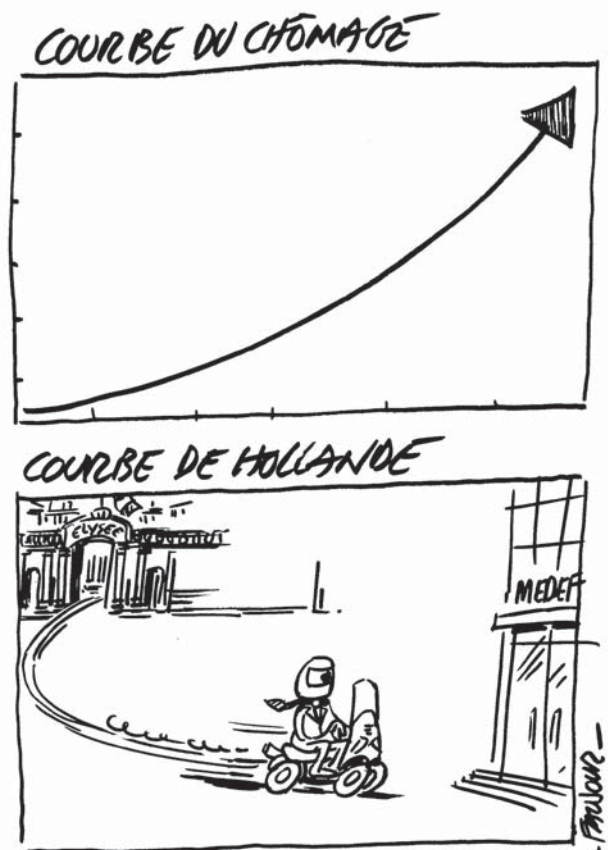
Chômage Ni régression, ni mais des droits

C'est sous ce mot d'ordre que le 13 février, à Bordeaux comme dans d'autres villes, avec les organisations de lutte contre le chômage, ont eu lieu différentes actions dans les Pôles emploi pour cette 3^{ème} séance de négociation pour la nouvelle Convention Unedic qui décidera pour les trois ans à venir des indemnités chômage.

Ce jour était chargé aussi d'émotion au souvenir de Djamel Chaar ce jeune chômeur qui s'était immolé devant le Pôle emploi de Nantes le 13 février 2013.

Le patronat a choisi cette journée pour dévoiler les mauvais coups qu'il souhaite contre les chômeurs et précaires :

- Suppression du régime spécial des Intermittents du spectacle, profession ultra précaire, dont pourtant seulement 50 % des 250 000 sont indemnisés.



statu quo, nouveaux !...

- Demande que les employeurs publics cotisent pour les 1 million d'agents contractuels... au nom de l'égalité bien entendu ! La CGPME renchérit en demandant que les 5,2 millions de fonctionnaires cotisent !

- Le Medef demande aussi la modulation des droits et de leur durée en fonction du niveau de chômage. Actuellement, la règle est de 1 jour cotisé = 1 jour indemnisé à partir de 4 mois travaillés dans l'année pour accéder à des allocations. Cela deviendrait, avec le calcul patronal : avec 12 % de chômage 1,2 jour indemnisé pour 1 jour cotisé mais à 9 % de chômage 0,8 jour indemnisé pour 1 jour cotisé. Absurdité d'un calcul qui ferait espérer aux chômeurs que le chômage ne baisse pas trop...

Le représentant CGT a déchiré le projet patronal devant les caméras en disant « *La CGT appelle les salariés, les précaires, les demandeurs d'emploi, les intérimaires, les intermittents, à se préparer à un rapport de force* ».

Les Intermittents, eux, appellent déjà à des actions dès le 27 février. Certains se souviennent encore avec envie du formidable « Chaos Cannes » il y a 10 ans, en 2004, de la jonction des Intermittents en lutte avec l'ensemble des mouvements de chômeurs et des syndicats ouvriers pour un festival de Cannes de lutte !

Il y a urgence en effet à la riposte, à la révolte, tous et toutes ensemble, pour réussir à inverser le cours des choses. Cela doit se dire mais surtout s'organiser pour entraîner. C'est le sens d'ailleurs de l'appel que le Npa a adressé publiquement pour un Week-end de révolte.

Jacques Raimbault

Extrait d'un tract de campagne de la liste présentée par le NPA et le PG à Lormont

Pour l'ouverture à plein temps du bureau de Poste de Saint-Martin à Lormont, pour le maintien et le renforcement du service public postal

Depuis plusieurs mois, la Direction de La Poste organise la désaffectation des usagers d'un bureau de la ville, le bureau de Saint Martin en modifiant les horaires, voire en le fermant sans préavis. Depuis 2004, il n'était déjà plus ouvert que les matins, après avoir perdu son poste de Receveur, et celui d'un quartier proche, Carriet, seulement les après-midis.

Depuis l'agression par braquage du guichetier de Saint-Martin en décembre, le bureau n'a pas réouvert. Au début, la Direction a présenté cette fermeture comme indispensable pour les besoins de l'enquête... Mais deux mois après, Saint Martin est toujours fermé, et la Direction a même installé un « guichet postal » dans un bar de la place la plus proche, sans même consulter les syndicats !

Pour la Direction de La Poste, le service public n'existe plus. Seuls comptent les bénéfiques engendrés. Et tous les moyens sont bons pour augmenter la rentabilité : fermer les bureaux de quartier, supprimer des emplois. La Poste a supprimé 80 000 emplois en 10 ans !

Notre liste « Contre l'austérité, pour une autre répartition des richesses » combat les politiques libérales qui nous ont amenés à une telle dégradation.

En 2010, sous Sarkozy, La Poste est devenue une Société Anonyme (SA). A l'époque, tous les partis de gauche s'étaient élevés contre cette mesure,

en participant à la plus grande votation citoyenne jamais organisée pour consulter la population sur ce changement de statut. Une très forte majorité s'était prononcée contre la privatisation de La Poste.

Nous combattons cette transformation de La Poste sous Sarkozy; sous Hollande, aussi ! Le gouvernement n'a pas tenu compte du résultat de cette votation. Au contraire ; après avoir maintenu l'ancien PDG dans ses fonctions pendant plus d'un an, le gouvernement l'a félicité, à son départ, d'avoir mené à bien ce changement de statut ! Ce monsieur qui s'est illustré dans sa chasse aux syndicalistes, comme à Bègles en mai 2005, s'est vu confier par le gouvernement le rapport sur l'ouverture des magasins le dimanche !

Aujourd'hui, la direction de La Poste est plus sensible aux règles de rentabilité qu'à la satisfaction de la population.

Notre liste se bat pour un vrai service public de proximité au service des usagers. Avec les postiers, nous dénonçons les suppressions d'emplois et exigeons des embauches statutaires.

Notre but est de mettre en place avec la population des outils qui nous permettront de combattre les politiques d'austérité, qu'elles soient menées par Sarkozy ou par Hollande. C'est notre cohérence.

Faire front commun contre l'extrême-droite !

Le 8 février, le FN menait une opération électorale pour faire parler de lui, en réunissant une centaine de personnes, selon les sources, contre un projet de construction d'une mosquée dans le quartier de la Benaugue à Bordeaux. Ce qui est loin d'être un succès. Le même jour, son rival et proche Alain Soral, fondateur du groupe Egalité et Réconciliation, faisait salle comble à l'Athénée municipal. Fin janvier, c'est Dieudonné qui remplissait la patinoire de Mériadeck.

A Bordeaux comme partout, l'extrême-droite cherche à profiter au maximum de la situation sociale et politique en occupant tous les terrains : manifs pour tous, « jour de colère », provocations de Dieudonné (bien aidé par la stratégie de Valls), actions de groupuscules (comme les tags contre le Planning familial à Bordeaux), installation des intégristes à St Eloi (avec la bénédiction de Juppé). Et il y a la présence du FN aux municipales qui a annoncé 15 listes en Gironde, puis 19, maintenant peut-être 10... (contre 2 en 2008). Sur le terrain, dans la plupart des communes, on ne les voit pas, ou peu, faire campagne.

Cette situation est pleine de contradictions : le « public » de Soral et Dieudonné est loin d'être identique à l'électorat du FN ou aux intégristes de Dies Irae. Et même si le projet de Marine Le Pen est de cristalliser autour d'elle tout cet aéropage réactionnaire, ce n'est pas encore fait. Mais le danger est bien là.

Combattre en faisant de la politique

Le 8 février, la COGEX, avec le NPA, Solidaires, FSU, AC, deux collectifs Antifa, EELV, ont appelé à un rassemblement contre la manifestation appelée par le FN. Nous étions à peu près le même nombre dans la rue que l'extrême droite. La LICRA appelait de son côté à un autre rassemblement d'une trentaine de personnes, contre Soral, sans doute ne voulait-elle pas apparaître comme défendant une mosquée... SOS Racisme a louvoyé avant de rejoindre la LICRA. La LDH a voulu aller d'un rassemblement à l'autre... Quant aux PC, PG, LO, CGT, CFDT, FO... on peut s'interroger sur leur

absence. Quelles craintes ? Gêne par rapport à la laïcité et au projet de mosquée ? S'il s'agit de cela, c'est un mauvais calcul... qui aboutit à reculer sur le terrain de la défense des droits démocratiques, dont celui d'exercer un culte, ce qui ne signifie absolument pas faire la promotion de la religion. L'appel de la COGEX était très clair... même un peu trop pour les MJS qui ont trouvé que les responsabilités du gouvernement étaient trop explicitement désignées !

Comment agir et regrouper les forces ? C'est bien cette question qui se pose à tous les mouvements progressistes qui veulent défendre les droits démocratiques et sociaux, et défendre l'ensemble des travailleurs, de toutes les origines. Pour nous, cette lutte est indissociable des perspectives de mobilisation et de transformation sociale.

L'extrême droite dans toutes ses composantes se sent encouragée à rouler des mécaniques, mais il n'y a pas de fatalité. Le FN se nourrit des effets ravageurs du capitalisme et du fatalisme engendré par la gauche et de la droite au pouvoir pendant des décennies, et leur alignement régulier sur le terrain sécuritaire et raciste, dont Valls n'est que le dernier avatar.

Il s'agit de mener une bataille politique pour faire taire les préjugés, construire les solidarités contre les stratégies de division, démasquer l'imposture du discours prétendument social de Le Pen, combattre tous les points d'accroche de l'extrême droite : nationalisme et repli derrière les frontières, intégrismes d'un autre temps, ressentiments moisissés contre toutes les différences... Et cette défense est liée à une lutte offensive pour populariser à l'inverse un programme et des mesures radicales qui apportent vraiment des réponses à la crise.

L'urgence est de réaffirmer et reconstruire un anticapitalisme populaire, portant les exigences sociales et démocratiques de tous les travailleurs, des chômeurs, de la jeunesse. Etre offensif sur ce terrain, c'est aussi encourager la population à prendre elle-même ses affaires en main, par l'action collective, les luttes et les grèves. C'est ce changement de rapport de forces qui pourra renvoyer l'extrême droite vers les poubelles de l'histoire.

François Minnielle

La COGEX

Suite à l'assassinat de Clément Méric le 5 juin 2013, plusieurs organisations avaient appelé à une manifestation sur Bordeaux, et quelques-unes ont décidé de poursuivre ce travail unitaire de vigilance contre l'extrême-droite, en constituant une Coordination de Gironde contre l'Extrême-droite et le Fascisme (COGEX). La COGEX a appelé à la contre-manifestation du 8 février. Elle ne demande qu'à se renforcer.

A lire, dans Anticapitaliste, l'hebdo, du 30 janvier le dossier **Pathétique duo facho** (sur Dieudonné et Soral) :

<http://npa2009.org/content/dieudonne-soral-pathetique-duo-facho>

Génocide des Tutsi au Rwanda

Après 20 ans d'impunité, un premier procès qui en appelle bien d'autres

Le 4 février dernier, le procès de Pascal Simbikangwa a démarré à Paris pour crime contre l'humanité et complicité entre avril et juillet 1994 au Rwanda. Il aura fallu une lutte acharnée des associations de victimes comme le Collectif des Parties Civiles pour le Rwanda, pour qu'enfin le premier procès d'un présumé génocidaire ait lieu en France. Pourtant, les premières plaintes datent de... 1995 ! Par contre, on se souvient qu'en novembre 2010, l'association Cauri a été condamnée à Bordeaux pour atteinte à la présomption d'innocence dans le cas de Munyemana, médecin à l'hôpital de Villeneuve sur Lot. Curieusement, quelques mois plus tard, celui-ci sera mis en examen.

Ce silence de la justice française, condamné par la Cour Européenne des Droits de l'Homme en 2004, tient bien évidemment au rôle joué par l'armée française durant le génocide. Dès 1990, Mitterrand et Balladur soutiennent le régime d'Habyarimana, dans le but de s'assurer une position au Rwanda. L'armée française va ainsi entraîner et former l'armée rwandaise qui passe de 5 000 à 50 000 hommes en trois ans.

Dans le même temps, le régime développe sa politique du « Hutu Power », désignant les Tutsi comme ennemis de l'intérieur, alliés du Front Patriotique Rwandais (basé en Ouganda dans la zone anglophone) qui les menace. Pour maintenir sa zone d'influence, Mitterrand va faire le choix de soutenir coûte que coûte le régime d'Habyarimana face au FPR, alors que le régime du « Hutu Power » prépare ouvertement le massacre des Tutsi.

Le 6 avril 1994, suite à l'assassinat d'Habyarimana, le génocide démarre et là encore, la France fera tout pour maintenir ses alliances. Au tout début du génocide, elle lance l'opération Amaryllis où elle se refuse même à évacuer les Tutsi travaillant pour des organismes français. Par contre, elle évacuera 53 français et des responsables du « Hutu Power » vers la France.

En juin 1994, alors que l'armée rwandaise s'effondre face au FPR, l'Etat français lance l'opération Turquoise accueillie à bras ouverts par les génocidaires. La radio des Mille collines, radio du pouvoir, continue à émettre et même

dans la zone de sécurité, des massacres de Tutsi ont continué. Les militaires français ont créé un couloir d'évacuation pour l'appareil génocidaire et l'armée qui ont pu atteindre le Zaïre, au point de provoquer d'autres massacres dans toute la région.

La question de la complicité de l'armée et de l'Etat français est bien au cœur de ce premier procès qui a tant tardé. Ce n'est pas pour rien que la défense du présumé génocidaire a fait appeler à titre de « témoin de contexte » le colonel Robardey, présent au Rwanda de 1990 à 1993, qui continue de nier le génocide et la responsabilité du régime en déclarant : « Je sais c'est difficile à croire, mais la thèse du génocide spontané n'est pas totalement stupide. En tout cas ce n'est certainement pas de manière étatique que les massacres ont été organisés. (...) Mais j'aimerais savoir pourquoi quand un Tutsi est tué, c'est un génocide, alors que quand un Hutu est tué, c'est un crime de guerre. Il faudrait revoir la qualification juridique de ces crimes »... Sans commentaires !

Laurent Delage

A voir

Projection-débat ZAMBIE, A QUI PROFITE LE CUIVRE ?

de Audrey Gallet et Alice Odiot,
Prix Albert Londres 2012

4 mars – 20 h Cinéma Utopia

Le débat sera animé par Cheikh Sow, Dragoss Ouedraogo et Romain Porcheron (Les Amis de la Terre Gironde).

Lien - Le Collectif pour les parties civiles sur le Rwanda (CPCR) a créé un site internet pour suivre ce procès : www.proces-genocide-rwanda.fr

The screenshot shows a website titled "PROCES GENOCIDE RWANDA". It features a navigation menu with links: "EN DIRECT DU PROCES", "LE PROCES DE PASCAL SIMBIKANGWA", "LE GENOCIDE DES TUTSI AU RWANDA", and "POURQUOI CE PROCES EN FRANCE?". Below the menu is a sidebar with categories like "PLANNING DES AUDIENCES", "GLOSSAIRE", "FAQ", "BIBLIOGRAPHIE", "QUI SOMMES NOUS?", "MENTIONS LEGALES", "NOTRE FIL TWITTER", and "PAGE FACEBOOK". The main content area displays the title "LE PROCES DE PASCAL SIMBIKANGWA" with a photo of Pascal Simbikangwa. The text below the photo reads: "Le procès du capitaine Pascal SIMBIKANGWA pour « complicité de génocide » s'ouvre devant la cour d'assises de Paris, le 4 février 2014. Evénement majeur pour la justice et pour la mémoire du génocide des Tutsi au Rwanda, ce procès constitue une première pour la France. Depuis l'adoption, en 1996, d'une loi dite « de compétence universelle », la France a en effet le devoir de poursuivre et juger les génocidaires présents sur le territoire. Des procès de génocidaires rwandais ont déjà eu lieu, notamment en Allemagne, en Belgique, en Suède, aux Pays-Bas, au Canada et aux États-Unis."

Communiqué de Stéphane Lhomme militant anti-nucléaire girondin

Vendredi 7 février 2014, malgré les preuves accablantes rendues publiques par l'Observatoire du nucléaire, la 17^{ème} chambre correctionnelle du Tribunal de Paris a jugé utile de condamner (à plusieurs milliers d'euros de pénalités financières) pour « diffamation » cette association à la demande pressante de la multinationale radioactive Areva.

Il est édifiant de constater que ce n'est pas seulement la Justice mais la quasi-totalité de la société française, les principaux partis politiques et la plupart des « grands » médias en tête, qui détournent consciencieusement les yeux pour profiter du pillage de l'uranium du Niger, Areva n'étant finalement que l'exécutant du sale boulot.

La France est trop heureuse de pouvoir alimenter ses réacteurs nucléaires en s'accaparant à un prix dérisoire l'uranium du Niger : ce sont probablement des centaines de milliards d'euros qui devraient être remboursés au Niger, surtout si l'on tient compte des graves atteintes à l'environnement (contaminations, assèchement de la nappe phréatique) et à la santé publique (cancers multiples, déplacement des populations autochtone, etc).

Le parti prétendument « écologiste » EELV, par l'intermédiaire de ses deux ministres et par le silence complice de ses groupes parlementaires, est directement complice d'Areva et du lobby nucléaire. Interpellé sur *France Inter*, le ministre du « développement » Pascal Canfin a carrément pris fait et cause pour Areva.

Les dirigeants de la CGT énergie, pour leur part, baffouent allègrement toutes les valeurs syndicales et altermondialistes en soutenant le pillage du Niger au profit de l'industrie nucléaire... et de ses lucratifs comités d'entreprises mis en coupe réglée par ce syndicat aux méthodes plus que curieuses.

Les médias dominants ont une responsabilité écrasante puisqu'ils entretiennent en particulier le mythe de la supposée « indépendance énergétique apportée par le nucléaire » alors que 100% du combustible est importé (pillage du Niger, compromission avec les dictateurs d'Asie centrale etc).

A l'appel de Tchernoblaye

Pour dénoncer la catastrophe nucléaire de Fukushima depuis le 11 mars 2011, pour l'urgence de fermer les 58 réacteurs français avant que le pire ne se produise ici aussi.

« Le bruit de Fukushima »

Manifestation à Bordeaux mardi 11 mars 2014

18h30 - départ au pied de la tour Pey Berland

Venez avec casseroles, sifflets, sirènes, tambours...



Pour ce qui est de la fameuse affaire du « don d'Areva » jugée ce jour, il convient de rappeler que personne n'aurait entendu parler de ce véritable scandale d'Etat sans l'engagement courageux de l'Observatoire du nucléaire. Ce versement de 35 millions d'euros, fait fin 2012 par Areva au budget du Niger dans des conditions controversées et préaffecté à l'achat d'un avion pour le président du Niger (un ancien cadre d'Areva !), illustre parfaitement le mépris de la France nucléaire pour le peuple du Niger.

Il convient aussi de rappeler qu'Areva a modifié à plusieurs reprises sa version des faits, niant d'abord le versement avant de le reconnaître puis de le « justifier » par une nouvelle version tenant compte de l'actualité.

Seules les personnes les plus naïves peuvent croire que ce nauséabond « don d'Areva » - finalement jamais versé suite aux révélations de l'Observatoire du nucléaire - visait à aider la population du Niger, l'une des plus pauvres du monde, alors qu'Areva fait un juteux business avec l'uranium de ce pays.

Chacun comprend immédiatement que ce versement avait pour seul but d'amadouer les dirigeants du Niger qui tentent actuellement mollement - le président Issoufou ayant besoin d'Areva pour assurer sa réélection en 2017, comme démontré par un document confidentiel publié par l'Observatoire du nucléaire - d'obtenir une augmentation du dérisoire prix payé par Areva pour l'uranium extrait. C'est en ce sens que l'Observatoire du nucléaire a parlé de « méthode relevant de la corruption, au moins moralement si ce n'est pas juridiquement ».

L'Observatoire du nucléaire a décidé de faire appel de ce jugement affligeant mettant gravement en cause la liberté d'expression et le droit de contester les méfaits des entreprises du lobby nucléaire.

Stéphane Lhomme

Plus d'infos : <http://www.observatoire-du-nucleaire.org>

A lire

Le petit livre noir des grands projets inutiles

de Camille, éd Le passager clandestin (120 p. 7 euros)

Il s'agit d'un petit livre, militant, écrit par un collectif prénommé Camille qui représente l'individualité de l'engagement et aussi l'organisation collective nécessaire pour agir.

C'est d'abord un concentré d'informations, précises, chiffrées, qui passe en revue une trentaine de ces projets « inutiles » dans les transports avec les lignes LGV, les autoroutes ; dans le nucléaire avec Superphénix, Bure ; l'agriculture avec la « ferme-usine » des 1000 vaches ; en passant par l'incinérateur de Clermont, le Stade de Lyon... et bien entendu l'Ayraultport de NDDL (article écrit avant la manif du 22 février).

Tous ces projets ont en commun d'imposer le système productiviste des décideurs politiques représentant les intérêts des lobbys capitalistes du nucléaire, du béton, de la finance. Produire et consommer toujours plus, toujours plus vite. Fausses « bonnes solutions » contre la crise d'un système économique fou qui laisse des millions de gens sur le carreau et dévaste l'écosystème de la planète !

Mais il y a des réactions, la lutte s'organise, locale et globale avec des collectifs, associations, mouvements créés contre l'un ou l'autre de ces projets et qui convergent pour remettre en question ce modèle de société ici et partout dans le monde. Avec parfois des victoires comme au Larzac, Plogoff... et bientôt NDDL ?

Ce qui ressort dans les exemples cités ce sont les coûts exorbitants qui explosent dans la plupart des cas comme pour le projet d'enfouissement de déchets nucléaires de Bure passant de 15 à 35 milliards toujours en cours de construction ! Ou encore les 3 milliards pour 22 kms d'un prolongement de la Francilienne !

La fin du livre cite la Charte adoptée au Forum Social Mondial de Tunis en 2013 : « la justification officielle de la réalisation de ces nouvelles infrastructures et équipements se fait systématiquement sur des hypothèses fausses d'évaluation coûts/bénéfices et de créations d'emplois... ces projets s'inscrivent dans une logique de concurrence exacerbée entre les territoires et impliquent une fuite en avant vers toujours plus grand, plus vite, plus coûteux, plus centralisateur ».

Anticapitaliste, Internationaliste, Ecologiste... voilà un grand projet utile à construire !

J.R.

MAUVAISE NOUVELLE POUR L'ENVIRONNEMENT



A chaque étape, les idées dominantes sont celles des classes dominantes - Karl Marx

Tous à poil !

« Quand on déshabille une maîtresse ou un président directeur général, vous croyez que c'est anodin ? » s'est enflammé Jean-François Coppé sur *Europe 1* le 13 février, à propos du livre pour enfants *Tous à poil*.

Tous à poil, un outil de subversion pour la lutte de classe ? Le dirigeant de l'UMP ne fait pas dans la nuance. « Quand j'ai vu ça, mon sang n'a fait qu'un tour ! » a-t-il martelé en brandissant l'objet du scandale devant les caméras. Le fier représentant de l'ordre et de la morale, jusqu'à présent si peu empressé de dénoncer l'idéologie sexiste et patriarcale véhiculée par nombre de dessins animés, est aujourd'hui vent debout pour décrier, à travers un ouvrage illustré, ce qu'il appelle une « production idéologique ». Selon lui, la littérature enfantine doit-elle être tout à fait neutre ? Ne doit-elle porter aucun discours, aucun message visant à influencer, forger une vision du monde, en un mot éduquer ? Evidemment, quand il s'agit d'asséner aux enfants des préjugés justifiant les inégalités sociales, de transmettre des stéréotypes confortant la domination masculine, tous ces réactionnaires inquiets de l'évolution des mœurs n'y voient pas la moindre arrière-pensée idéologique, simplement du bon sens, des choses supposées « naturelles ». Mais un regard décomplexé sur la nudité, voilà qui est trop ! L'ouvrage, qui renvoie chacun, quel que soit son statut social, à sa nudité d'être humain, saperait les fondements même de l'autorité. L'habit ferait le moine, donc. Comme si le déshabillage de personnages divers, pour cette frange la plus arriérée de la classe dominante, ne faisait pas que révéler leur corps mais levait aussi le voile sur les rapports de domination et d'exploitation que le système capitaliste tente tant bien que mal de cacher. Raisonement délirant bien sûr, mais tout de même assez révélateur du sentiment d'insécurité morale dans laquelle se trouve une partie de la bourgeoisie quand les valeurs supposées intangibles destinées à faire accepter l'ordre social se mettent à vaciller.

Patrick Chandon



Les XI^{èmes} Rencontres « La classe ouvrière, c'est pas du cinéma », c'est déjà fini.

« Tout ce qui nous entoure, c'est tout ce qui nous précède, nous sommes les survivants de multiples désastres ce qui nous rend si fragiles ».

Jean Claude Ameisen,
« Sur les épaules de Darwin »

Oui des Rencontres, pas un Festival. Un programme 2014 collant à l'actualité, pour informer, développer, échanger, polémiquer, bref débattre ensemble sur plusieurs thèmes. Un vrai lieu de rencontres.

Le programme 2014 a abordé l'écologie, et l'après Fukushima au Japon, le sport, la lutte de classe et la dictature au Brésil.

Un émouvant rappel du rôle de la Résistance grâce au documentaire sur Jacques Epstein, responsable des FTP, juif, polonais, communiste critique et... bordelais, injustement oublié par l'Histoire.

Mais ce qui fait surtout l'originalité de nos Rencontres, c'est le stage syndical qui l'accompagne. Cette année, réflexion autour du thème : « *Le mouvement coopératif, une alternative à la crise du capitalisme ?* ». Si la réponse est négative, elle ré-ouvre des espaces au mouvement ouvrier qui en est à l'origine. Certes la crise des Fagor-Brandt aujourd'hui est là. Mais le mouvement coopératif ou autogestionnaire a pris des directions différentes suivant les cultures, les pays.

Clin d'œil le samedi à Robert Guediguian, cinéaste engagé, enra-ciné dans la classe ouvrière marseillaise, fêtant ses 25 ans de cinéma.

Enfin le dimanche, hommage à Costa-Gavras et Georges Semprun. Trois films, *La guerre est finie*, *Section Spéciale* et en clôture *Z* (première lettre de la phrase « il vit »), inusable scénario sur les luttes antifascistes en Grèce, hier contre les Colonels, aujourd'hui contre Aube Dorée.

En conclusion, un grand merci à tous les militants d'Espaces Marx Aquitaine, aux intervenants et au public très nombreux cette année. Rendez-vous l'année prochaine.

J'oubliais, parmi tous les acteurs présents, Philippe Poutou et quelques camarades du NPA venus saluer nos Rencontres samedi 15 février.

JPL, Honorable correspondant



Le NPA33 en campagne financière devant Utopia le 15-02-2014

**Face à la droite et à l'extrême droite,
contre ce gouvernement au service du patronat,
faisons vivre les idées de l'anticapitalisme !**

Les européennes seront un moment important pour la défense des idées anticapitalistes, et le NPA est bien décidé à y prendre part. Mais pour cela, nous avons besoin de l'aide financière de tous ceux et celles qui pensent notre combat nécessaire.

Deux moyens pour y contribuer :

- par chèque à l'ordre de « NPA souscription » à remettre à nos militants ou à envoyer à NPA SOUSCRIPTION 2014, 2 rue Richard Lenoir 93100 MONTREUIL.

- en ligne sur notre site : www.npa2009.org/souscription

Les dons aux partis politiques ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.

**FAITES
VIVRE L'ANTI-
CAPITALISME**



1 MILLION D'€

POUR

LE NPA